

# BRUXELLES PATRIMOINES

## N°015-016

NUMERO SPECIAL - SEPTEMBRE 2015

Journées du Patrimoine

Région de Bruxelles-Capitale

DOSSIER ATELIERS, USINES ET BUREAUX

PLUS

Expérience photographique internationale  
des Monuments



UNE PUBLICATION DE BRUXELLES DÉVELOPPEMENT URBAIN

# ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE

## LES PRÉMICES D'UNE NOUVELLE DISCIPLINE

**JEAN-MARC BASYN**

HISTORIEN DE L'ART, MASTER EN CONSERVATION  
DIRECTION DES MONUMENTS ET DES SITES



Le triage-lavoir de charbon de Péronnes-lez-Binche avant rénovation  
(© Harald Finster).

L'expression «archéologie industrielle» a choqué dès son utilisation dans les années 1950, étant considérée comme une juxtaposition de deux termes antinomiques. N'y a-t-il pas là une sorte de «*rumore semantico*», s'interrogeait Frederico Borsi<sup>1</sup>. C'est qu'aux yeux de tout un chacun, l'archéologie traditionnelle est souvent synonyme de fouilles, ce qui n'est pas le cas pour l'archéologie industrielle. Pourtant des similitudes existent entre les champs classiques de l'archéologie et le champ nouveau ouvert par l'archéologie industrielle. Ne s'agit-il pas, chaque fois, de recueillir, d'étudier, de conserver des vestiges matériels et de donner à ceux-ci un sens dans la reconstitution et la compréhension du passé?

.....

## **APPARITION ET RECONNAISSANCE DE L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE, TENTATIVE DE DÉFINITION**

L'archéologie industrielle est une discipline scientifique encore relativement jeune. Même si l'historien portugais Sousa Viterbo a, le premier, utilisé le terme<sup>2</sup>, l'origine de l'archéologie industrielle se situe en Grande-Bretagne, pays où la Révolution industrielle a débuté. Durant les années 1950, lorsque la Grande-Bretagne amorçait une nouvelle croissance économique, un nombre important de témoins architecturaux du passé industriel était menacé d'oubli et de destruction. Rapidement et spontanément, la population a manifesté un intérêt réel pour la reconnaissance et la préservation de témoins glorieux de *the First Industrial Nation*. Le classiciste Donald Dudley, de l'université de Birmingham, vers 1950, et surtout l'historien de l'architecture Michael Rix, vers 1955, dans *The Amateur Historian*, en faisant campagne pour la conservation de bâtiments industriels, sont à l'origine

de l'éclosion et de la reconnaissance de l'archéologie industrielle<sup>3</sup>. Même si la première campagne de sensibilisation contre la démolition de la *Euston Road Station* (1837) de Londres se solda par un échec en 1959, le combat pour la préservation du *Telford Bridge* sur la Conway (1814) fut un succès. Une reconnaissance officielle fut atteinte lorsqu'un département spécialisé, le *Research Committee on Industrial Archaeology*, fut créé au sein du *Council for British Archaeology* en 1959. Le mouvement était, dès lors, définitivement lancé.

Cette première phase se concrétisa par des publications et une reconnaissance universitaire. Kenneth Hudson fut le premier à publier un manuel de base sur le sujet<sup>4</sup>. Ralph Buchanan<sup>5</sup> orienta le département du *Center for the Study of Technology* de l'université de Bath dans la direction de l'archéologie industrielle ainsi que le fit W. Minchinton à l'université d'Exeter. La revue spécialisée *The Journal of Industrial Archaeology* fut publiée dès 1963 par l'*Association for Industrial Archaeology*. Un inventaire débuta en 1965 par le *National Record of Industrial Monuments*. Neil Cossons<sup>6</sup> prit l'initiative des premiers musées d'archéologie industrielle. Par la fondation, en 1968, du *Ironbridge Gorge Museum Trust*, il réussit à sauvegarder l'*Ironbridge* (1779). Il fut également à l'origine du premier musée en plein air : le *Blists Hill Open Air Museum*.

Une deuxième phase commença vers 1974, lorsque l'*Association for Industrial Archaeology* se mit à coordonner toutes les initiatives régionales. C'est également à cette époque que l'archéologie industrielle fut dotée d'une base plus théorique, d'une reconnaissance académique plus importante (un diplôme spécialisé en archéologie industrielle fut créé à l'université de Birmingham en 1982) et d'un élargissement de

ses objets d'intérêt, passant nécessairement par une approche plus générale. Différents congrès statuèrent sur les limites, les définitions et les matières spécifiques à l'archéologie industrielle (Ironbridge 1975, Bochum 1978, Stockholm 1978, Paris 1981, Washington 1984).

Parallèlement à cette avance prise par la Grande-Bretagne, la prise de conscience de l'importance de l'archéologie industrielle se diffusa aux États-Unis, Mexique, Israël, Japon et dans la plupart des pays européens dont la Belgique (premier pays après la Grande-Bretagne à connaître la Révolution industrielle). Les États-Unis sont un précurseur comme le démontrent la popularisation de l'ouvrage de base *Mechanization takes command* du suisse Sigfried Giedion sur les artisanats et la mécanisation dans la vie quotidienne<sup>7</sup>, l'inventaire du patrimoine monumental par le *Historic American Building Survey* commencé dans les années 1930 (l'inventaire national comptait déjà quelque 5.000 sites industriels répertoriés en 1975), ou encore les représentations d'usines du peintre Charles Sheeler. Citons encore l'initiative des époux photographes Hilla et Bernd Becher qui, à partir de 1959, établirent un inventaire rigoureux et scientifique de vestiges industriels à l'abandon dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest. En Belgique, il faut mentionner les paysages industriels expressionnistes du Centre par le peintre Pierre Paulus du Châtelet (1881-1959).

On constate que l'étude de l'archéologie industrielle est rapidement passée d'un intérêt du «folkloriste» à une discipline scientifique qui évolue et élargit continuellement ses centres d'intérêt. Il existe presque autant de définitions et de limites chronologiques variées dans l'application et l'étude de l'archéologie industrielle qu'il n'existe d'ouvrages et d'auteurs.

Pour coordonner ces différences, la *Third International Conference on the Conservation of Industrial Monuments* a créé *The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage* (TICCIH) à Stockholm, en 1978. Ce comité international, qui chapeaute les organisations nationales et qui est internationalement reconnu, définit l'archéologie industrielle en trois grands sujets d'étude :

1. Les biens meubles et immeubles qui sont témoins d'une activité industrielle de sociétés dites évoluées, c'est-à-dire toute forme d'énergie, matières premières, lieux de production, logement, équipement, transport et machines.
2. Toutes les sources écrites, iconographiques et autres à propos de l'activité industrielle, c'est-à-dire documentation technique, juridique, administrative...
3. La production industrielle dans la mesure où elle est essentielle à la compréhension de son activité.

Afin de respecter cette évolution, tentons une définition large qui évite les restrictions de sujets étudiés et de dates limites mais qui place cependant l'archéologie industrielle dans le vaste champ d'étude de l'histoire : selon H.F.J.M. Eerenbeemt « l'archéologie industrielle est un champ de recherche multidisciplinaire qui comprend l'étude de tous les vestiges matériels de la culture industrielle dans le passé »<sup>8</sup>. L'archéologue industriel en tant que tel n'existe pas. Idéalement il devrait s'agir d'une démarche collective entre architecte, ingénieur, dessinateur industriel, géographe, sociologue, historien, historien de l'art et archéologue. L'archéologie industrielle se répartit en deux fonctions essentielles :

1. Une contribution scientifique. Ses recherches apportent une meilleure compréhension des modes

de vie et de travail dans le passé. Une documentation par inventaire élargit les sources pour les chercheurs. L'approche interdisciplinaire pratique et théorique enrichit l'interprétation des données.

2. Une contribution culturelle. L'archéologie industrielle valorise le patrimoine industriel comme partie intégrante du patrimoine culturel. La sauvegarde de vestiges significatifs caractérise également le respect de la vie et du travail des générations antérieures.

.....

## LES DÉBUTS DE L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE EN BELGIQUE

Le docteur G. van den Abeelen, conseiller auprès de l'Union de l'Industrie belge, fut l'un des pionniers de l'archéologie industrielle dans le pays. La revue *Industrie*, éditée par cette Union, publiait, dès 1963, un article du professeur E.R. Green de l'université de Manchester à ce sujet. Cinq ans plus tard, le professeur M. Bruwier écrivit dans la même revue un plaidoyer en faveur de la conservation du site du Grand-Hornu. Mais le véritable initiateur de cette nouvelle discipline scientifique en Belgique fut le professeur Jan Dhondt, qui créa, en 1971, au sein du séminaire d'Histoire contemporaine à la *Rijksuniversiteit Gent* un groupe d'étude d'archéologie industrielle sous la direction du professeur H. Balthazar. Cette même année, les facultés Sint-Ignatius d'Anvers créèrent un *Centrum voor Bedrijfs-geschiedenis* qui évolua naturellement vers un centre d'étude d'archéologie industrielle. En mai 1973, l'université de Mons organisa le premier congrès d'archéologie industrielle en Belgique, qui décida la création d'un organisme national sous la tutelle de G. van den Abeelen : *Centrum voor Industriële Archeologie* - Centre d'archéologie industrielle, qui se réunit déjà l'année suivante mais qui,

pour des raisons financières, cessa d'exister en 1975. Le Centre d'Archéologie industrielle, financé par le Crédit communal, eut tout de même le temps d'organiser une exposition au Passage 44 à Bruxelles. C'était durant l'Année du Patrimoine en 1975. En un mois, plus de 80.000 visiteurs défilèrent, démontrant ainsi l'intérêt populaire pour le patrimoine industriel. Les années 1970 virent l'éclosion de nombreuses organisations locales comme le Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielle à Haine-Saint-Pierre en 1975 ou les *Belgische Vrienden van de Stoomlocomotief* à Alost en 1977. La machine était lancée.

En Flandre, une association se révèle fondatrice pour l'intérêt aux vestiges industriels, la *Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie* (VVIA) fondée en 1978. Elle dépend du *Museum over Industrie, Arbeid en Textiel* (MIAT, anciennement *Museum voor Industriële Archeologie en Textiel*) créé en 1976 à Gand. Elle publie une revue et a édité un premier inventaire du patrimoine industriel en Belgique aussi complet<sup>9</sup>. L'administration intègre la notion d'archéologie industrielle dans un décret de 1976 qui permet de classer des monuments et installations industriels. Elle participe au colloque consacré aux inventaires du patrimoine industriel organisé par la Direction du Patrimoine à Paris en 1986. Un décret de l'Exécutif flamand de 1993 règlemente la lutte et la prévention des espaces industriels vides ou abandonnés. Des réhabilitations comme les *Dijlemolens* à Louvain, *Volksbelang* à Gand, *Sint-Felixpakhuis* ainsi que des galeries d'art et lofts à Anvers, la muséalisation du site minier (C-mine) à Genk ont participé à une meilleure reconnaissance du bâti industriel parmi le grand public<sup>10</sup>.

En Wallonie, l'asbl Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles (PIWB) voit le jour en 1984 sur initiative de la Communauté française. Elle a son

centre d'étude au Bois du Cazier. Les Journées du Patrimoine de 1994, sous le signe du patrimoine industriel, édite un premier inventaire des sites industriels wallons dressé par le Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques de l'université de Liège<sup>11</sup>. Mentionnons parmi les réhabilitations significatives ces logements sociaux dans les anciennes usines textiles Simonis et Bouchoms à Verviers, et Rodéco à Dison, le Grand-Hornu (musée des arts contemporains Mac's) et, plus récemment, la phase extérieure du triage-lavoir de Péronnes-Binche qui doit abriter le dépôt archéologique central de la Région wallonne. Le classement au Patrimoine mondial de l'Unesco du canal du Centre et de quatre ascenseurs hydrauliques entre La Louvière et Thieu témoigne d'une reconnaissance méritée et consacre les efforts des associations et de la Région dans ce domaine.

## ET À BRUXELLES ?

À Bruxelles, les Archives d'Architecture Moderne (AAM) ont rédigé, entre 1980-1984, un inventaire non-exhaustif du patrimoine industriel des 19 communes en 18 tomes et 23 volumes, actuellement en cours de numérisation. En 1982, l'asbl La Fonderie est fondée à Molenbeek-Saint-Jean par le sociologue Guido Vanderhulst et devient le Musée des Industries et du Travail. L'Atelier de Recherche et d'Action urbaines (ARAU) et des associations comme *Brukselbinnenstebuiten* ont organisé des visites et popularisé l'intérêt pour les vestiges industriels. L'administration, avec ses *Inventaires*, ainsi que plusieurs classements comme monument étayent cet intérêt croissant et nécessaire, déjà avant mais surtout après la régionalisation de la compétence de sauvegarde du patrimoine en 1989: moulins, bras-

series, minoterie, entrepôts, dépôts et gares, magasins, imprimeries, halles électriques, halles commerciales, châteaux d'eau et autres ponts ou tour à plombs font en sorte que le patrimoine industriel soit reconnu et bien représenté en Région bruxelloise, même si l'identification de l'entière du bâti de type industriel reste à faire.

La Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB, depuis 2013, citydev.brussels), créée en 1974, tient à jour un inventaire de surfaces disponibles pour entreprises<sup>12</sup>, qui s'avère intéressant pour découvrir des biens encore inconnus relevant éventuellement de l'archéologie industrielle. De nouveaux outils (photos aériennes, logiciels informatiques) sont aujourd'hui à disposition pour découvrir des vestiges d'ordre industriel, et autre, qui ne l'ont pas encore été et affiner certaines recherches. En Région de Bruxelles-Capitale, la collaboration croissante entre les universités et les administrations compétentes permet l'ambition d'une connaissance exhaustive pour aboutir à une gestion réfléchie. Des réhabilitations de grande envergure comme la Raffinerie Gräffe (ex-Plan K) à Molenbeek-Saint-Jean, les Halles de Schaerbeek, les anciens magasins Waucquez à Bruxelles (Centre belge de la Bande dessinée) ou, plus récemment, l'Entrepôt royal du site de Tour et Taxis (bureaux), l'ancienne brasserie Wielemans-Ceuppens (centre d'art contemporain Wiels) à Forest ou encore l'ancienne brasserie Belle-Vue (hôtel Meininger) à Molenbeek-Saint-Jean témoignent des possibilités qu'offre ce bâti.

## NOTES

1. BORSI, F., *Introduzione alla archeologia industriale*, Officina Edizioni, Roma, 1978.
2. SOUSA VITERBO, F.M. De, «Archeologia industrial Portuguesa. Os moinhos», *Archeologo Português*, vol. 2, n° 8-9, août-septembre 1896, p. 193-204. Sousa Viterbo (1845-1910) était archéologue, historien, journaliste, médecin et poète et publia de nombreux ouvrages sur l'histoire, la géographie, la littérature et le patrimoine portugais.
3. RIX, M., *Industrial Archaeology*, London, 1967. RAISTRICK, A., *Industrial archaeology. A historical survey*, Eyre Methuen, London, 1972.
4. HUDSON, K., *Industrial archaeology. An introduction*, London, 1963.
5. BUCHANAN, R., *Industrial archaeology in Britain*, Penguin Books, Harmondsworth, 1972.
6. COSSONS, N., *The BP Book of industrial archaeology*, David & Charles, London, 1975.
7. GIEDION, S., *Mechanization takes command*, Oxford University Press, New-York, 1948. Giedion (1888-1968) était un historien et critique de l'architecture, élève de Heinrich Wölfflin. Il fut le premier secrétaire général des CIAM (Congrès international d'Architecture moderne, à partir de 1928) et enseigna au MIT et à Harvard. Son ouvrage *Space, Time and Architecture* (1941) est une référence internationale.
8. EERENBEEMT, H. van de, «Inleiding: Industriële archeologie», *Industriële archeologie I*, n°1-2, 7, 1981.
9. VIAENE, P., (avec une contribution de DE HERDT, R.), *Industriële archeologie in België*, Stichting Mens en Cultuur, Gent, 1990.
10. A. Linters, J. Baele, R. De Herdt, R. Baetens, P. Viaene, P. Scholliers sont les grands animateurs de la cause de l'archéologie industrielle en Flandre. Les universités développent diverses recherches sur le thème avec les administrations.
11. PAQUET, P. (coord.), *Le patrimoine industriel de Wallonie*, Éditions du Perron, Liège, 1994. «Conservation et réaffectation du patrimoine industriel en Wallonie», in *Les Cahiers de l'Urbanisme*, n° 12, Namur, septembre 1994.
12. Voir le site [www.citydev.brussels](http://www.citydev.brussels).

---

## COLOPHON

### COMITÉ DE RÉDACTION

Jean-Marc Basyn, Stéphane Demeter,  
Paula Dumont, Murielle Leseque,  
Cecilia Paredes, Brigitte Vander Bruggen  
et Anne-Sophie Walazyc.

### RÉDACTION FINALE EN FRANÇAIS

Stéphane Demeter

### RÉDACTION FINALE EN NÉERLANDAIS

Paula Dumont

### SECRETARIAT DE RÉDACTION

Murielle Leseque

### COORDINATION DE L'ICONOGRAPHIE

Cecilia Paredes

### COORDINATION DU DOSSIER

Paula Dumont

### AUTEURS / COLLABORATION RÉDACTIONNELLE

François Antoine, Mario Baeck,  
Jean-Marc Basyn, Inge Bertels,  
Anna Bouteiller, Marianne De Fossé,  
Rika Devos, Paula Dumont,  
Bernard Espion, Anne Lauwers,  
Harry Lelièvre, Thierry Lemoine,  
Maarten Mahieu, Muriel Muret,  
Joke Nijs, Michel Provost, Sven Sterken,  
Thomas Stroobants, Peter Van der Hallen,  
Yannik Van Praag, Guido Vanderhulst,  
Christian Vandermortten, Ine Wouters,  
Brigitte Vander Bruggen.

### TRADUCTION

Gitracom, Data Translations Int.

### RELECTURE

Martine Maillard et le comité de rédaction.

### GRAPHISME

The Crew Communication

### IMPRESSION

Dereume Printing

### DIFFUSION ET GESTION DES ABONNEMENTS

Cindy De Brandt,  
Brigitte Vander Bruggen.  
bpeb@sprb.irisnet.be

### REMERCIEMENTS

Olivia Basseem, Philippe Charlier, Julie  
Coppens, Philippe de Gobert, Farba Diop,  
Alice Gérard.

### ÉDITEUR RESPONSABLE

Arlette Verkruyssen, directeur général  
de Bruxelles Développement urbain de la  
Région de Bruxelles-Capitale, CCN  
– rue du Progrès 80, 1035 Bruxelles.

Les articles sont publiés sous la  
responsabilité de leur auteur. Tout droit  
de reproduction, traduction et adaptation  
réservé.

### CONTACT

Direction des Monuments et des Sites-  
Cellule Sensibilisation  
CCN – rue du Progrès 80, 1035 Bruxelles.  
<http://patrimoine.brussels>  
[aatl.monuments@sprb.irisnet.be](mailto:aatl.monuments@sprb.irisnet.be)

### CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Malgré tout le soin apporté à la  
recherche des ayants droit, les éventuels  
bénéficiaires n'ayant pas été contactés  
sont priés de se manifester auprès de la  
Direction des Monuments et des Sites  
de la Région de Bruxelles-Capitale.

### LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAM – Archives d'Architecture Moderne  
AADBP – Archives de l'Administration  
des Dommages aux biens privés  
ABCC – Amicale Belge des Clubs Citroën  
AGR – Archives générales du Royaume  
AMVB – Archief en Museum van  
het Vlaams Leven te Brussel  
ARB – Académie royale de Belgique  
AVB – Archives de la Ville de Bruxelles  
CDBDU – Centre de Documentation  
de Bruxelles Développement urbain  
DMS – Direction des Monuments  
et des Sites  
KBR – Bibliothèque royale de Belgique  
KIK-IRPA – Koninklijk Instituut voor  
het Kunstpatrimonium / Institut royal  
du Patrimoine artistique  
MRAH – Musées Royaux d'Art et d'Histoire  
RLICC – Raymond Lemaire International  
Centre for Conservation  
SPRB – Service public régional  
de Bruxelles

### ISSN

2034-578X

### DÉPÔT LÉGAL

D/2015/6860/019

Dit tijdschrift verschijnt ook  
in het Nederlands onder de titel  
« Erfgoed Brussel ».

